

eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP17 - MOP 7, Durban, Nov-Décembre 2011

Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org

UE : Lève-toi et engage-toi

Où en sont vraiment Connie Hedegaard et l'Union Européenne (UE) ?

ECO a appris au détour d'une salle secrète dans le parking de l'ICC que l'Europe pousse maintenant ses 27 Etats-membres vers une période d'engagement du second Protocole de Kyoto de 8 ans. Qu'est ce qui s'est passé ? Pourquoi tant vouloir tant retarder l'action ?

En préférant une période d'engagement de 8 ans, l'Europe repousse la signature d'un accord ambitieux et légalement contraignant au plus tôt à 2021 !

Alors chère Europe, de quel côté es-tu ? Es-tu avec ceux qui veulent voir retarder une action globale au delà de 2020 ? Et quand fixes-tu l'année du pic des émissions ?

Les pays vulnérables encouragent, à juste titre, une seconde période d'engagement de 5 ans. Le processus des négociations doit refléter l'urgence de la réalité des changements climatiques. ECO convient que 2020 est une date facile à retenir, mais cette date repousse à bien trop tard la prise d'une décision importante dans un contexte de renforcement des changements climatiques... enfin, pour ceux qui ne sont pas déjà frappés par ces changements, ces récoltes détruites, ces tempêtes et inondations.

Europe, de quel côté es-tu ?

Pour rappel, ECO soutient fermement le vœu de l'Europe de lancer les négociations sur un accord légalement contraignant pour signature au plus tard en 2015. Cet accord devrait être opérationnel en 2018. Une période d'engagement de 5 ans rendrait la demande de l'UE plus crédible et plus convaincante. Et nous pouvons espérer que cela incite les autres parties autour de la table à réaliser à quel point leur actuel niveau d'ambition est dangereux.

Europe, tu dois soutenir les pays vulnérables pour défier ceux qui veulent geler les réductions pour la décennie. Et surtout, ne répète pas les erreurs du passé, en ralentissant les négociations à cause du manque d'action des Etats-Unis. Cette excuse ne tient plus.



Brésil: Protège tes forêts!

Alors que le monde tente de trouver des moyens de réduire les émissions mondiales, le Brésil est sur le point d'armer une véritable «bombe carbone». Un projet de loi modifiant la loi forestière du pays est en passe d'être approuvée, résultant de l'augmentation de la déforestation par la réduction des zones protégées, la suppression des obligations pour la restauration des zones déboisées, et l'excuse donnée aux bûcherons.

Le projet de loi sera envoyé à la présidente Dilma Rousseff pour examen final dans les prochaines semaines.

Cette modification proposée compromet la politique nationale sur le changement climatique et les actions de réduction des émissions annoncées par le Brésil en 2009 lors de la COP 15.

- suite page 2

ÉTATS-UNIS : ARRÊTEZ LES BOBARDS !

Beaucoup avaient vu en Obama un souffle d'air frais pour la politique climatique américaine. La science dit que les changements climatiques sont causés par l'activité humaine et que c'est urgent.

Hier, les EU ont confirmé leur démenti sur la deuxième proposition.

Les EU ont reçu un Fossile du Jour pour des déclarations sur la science du changement climatique émise par Jonathan Pershing, le Représentant Spécial des EU, à son premier point de presse ici à Durban.

Pershing est un scientifique lui-même et a été impliqué dans le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, mais il a affirmé de manière peu vraisemblable que les objectifs de réductions actuels étaient suffisants pour éviter de dépasser l'augmentation de température de 2 degrés.

Dans le détail, son message indiquait que les Etats-Unis confortent leur position qui considère que éviter le changement climatique n'est pas assez urgent pour nécessiter davantage d'engagements au sein de la CNUCC.

Le désengagement des EU vis-à-vis des efforts climatiques mondiaux s'est d'abord manifesté par la réduction beaucoup plus faible de leurs objectifs, ainsi que par le refus d'en faire une obligation. L'objectif de 17 % avant 2020 (par rapport à 2005) est si faible que l'élan pour le réaliser peut déjà avoir été respecté même sans la prise en compte d'une politique climatique complète, en raison de la récession et de l'augmentation relative du coût de l'électricité lié au charbon.

En disant que les EU s'inquiètent seulement des engagements pris après 2020, les négociateurs de l'Administration Obama disent que leur patron n'a pas besoin de traiter cette

- suite page 2

- suite de Brésil ; Protège tes forêts

Par ailleurs, le Brésil a utilisé la réduction du taux de déforestation pour justifier une position de leadership sur les questions environnementales. Pourtant, la seule anticipation d'approbation du projet de loi a déjà provoqué une augmentation de la déforestation. Une des conséquences prévisibles, c'est qu'une superficie presque équivalente la taille de la France et la Grande-Bretagne combinées (790 000 km²), perdra toute protection juridique, selon les estimations présentées par le gouvernement brésilien lui-même. Les impacts négatifs sur le climat de la planète seront incroyablement élevés, quand on sait que la déforestation et l'utilisation des terres représentent environ 75% des émissions de CO₂ des brésiliens.

Vu que le Brésil sera l'hôte de la Conférence Rio +20 l'année prochaine, la situation devient encore plus délicate et embarrassante. Dans les couloirs ici à Durban, ces développements sont à l'origine d'une consternation considérable. La loi forestière a été un sujet chaud lors de la première conférence de presse du Brésil à la COP 17, et la discussion s'est poursuivie en dehors de la salle de réunion.

Le Brésil a une prééminence historique dans les négociations climatiques. Par conséquent, il est raisonnable d'être en attente d'un message clair envoyé par la présidente Dilma Rousseff au monde montrant que le Brésil respectera les engagements annoncés à Copenhague, évitant d'entacher le prestige du pays et un retour en arrière dans sa politique environnementale. Il appartient au Président de déterminer si elle arrête la Loi sur les forêts proposée ou embrasse une tragédie imminente.



- suite de Etats-Unis : Arrêtez les bobards !

question dans la mesure où il ne sera pas en fonction après 2016 (à supposer qu'il soit élu pour 4 nouvelles années).

Or, dans sa campagne de 2008, le Président Obama a promis d'être un leader sur la question des perturbations climatiques mondiales.

Mais les attentes sont maintenant tombées si bas que tout ce que nous pouvons demander est que les EU acceptent quelques conces-

sions très raisonnables aux négociations - par exemple, sur un mandat d'engagements lié à un accord légalement contraignant d'ici 2015. Cela donnerait au monde quatre années supplémentaires, en plus du Plan d'Action de Bali, accepté par l'administration Bush, qui en a donné deux. Le climat ne peut pas attendre. Le monde ne peut certainement pas être encore tiré vers le bas par une autre administration américaine dans le déni.

SUBVENTIONS FOSSILES: SE CACHER DERRIÈRE L'ÉVIDENCE

Vous cherchez à combler le gigatonne gap? Éliminez les subventions aux combustibles fossiles!

En route vers Durban, ECO relisait quelques articles précédents ayant eu l'honneur d'être publiés. Un article particulièrement frappant et émouvant fut écrit à Bonn en juin 2011. Son titre: «Engagements des pays développés au sujet de la finance en 2013 dans le cadre de la CCNUCC». Texte de l'article: «0».

Il est également frappant de voir combien d'articles ont été écrits sur la nécessité d'éliminer le gigatonne gap et de rester aussi loin que possible sous la barre des 2°C. Si seulement il y avait un moyen de faire d'une pierre deux coups - oh, attendez, le voici - éliminer les subventions aux combustibles fossiles!

L'OCDE a récemment estimé qu'au cours des dernières années, 45 à 75 milliards de dollars américains avaient été octroyés annuellement en subventions au sein de ses pays membres. Et dans son rapport World Energy Outlook 2011, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) trouve également un autre 400 milliards en subvention à la consommation. Imaginez si une partie de ce montant avait été utilisée pour soutenir les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'adaptation et d'autres mesures liées au climat dont nous avons si désespérément besoin? La capitalisation du Fonds vert serait un vrai jeu d'enfant!

Quant au gigatonne gap, un rapport conjoint de l'AIE, l'OCDE, la Banque mondiale et de l'OPEP (oui, vous avez bien lu) a démontré que l'élimination des subventions à la consommation de combustibles fossiles pourrait à elle seule réduire les émissions de gaz à effet de serre de 6,9% en 2020. C'est «plus que Kyoto» et seule une partie des subventions aurait besoin d'être éliminée. (Bien sûr, pour apaiser les inquiétudes sur l'accès à l'énergie, toute élimination progressive des subventions à la consommation dans les pays en développement doit être pris en charge par la finance destinée au climat en appuyant bien

sûr les formes renouvelables d'énergie - même si nous savons aussi que les subventions à la consommation sont socialement régressives avec seulement 8% des 400 milliards de dollars atteignant les 20% plus pauvres, selon l'AIE).

Il est donc passionnant de voir que «la suppression des subventions aux combustibles fossiles et/ou des rapports de celle-ci» est répertoriée comme un moyen d'augmenter le niveau d'ambition des Parties dans les «enjeux liés aux par. 36-38» du texte. Comme ECO l'a souligné à maintes reprises, les cibles actuelles et les actions engagées par les Parties sont insuffisantes pour maintenir le réchauffement au-dessous de 2°C, et encore moins 1,5°C.

Malheureusement, il semble que le gigatonne gap ne sera pas complètement rempli à Durban. Il est donc essentiel que les cibles et les actions visant à combler le fossé envisagent l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles.

L'élimination des subventions aux combustibles fossiles peut aussi contribuer aux efforts déployés par les pays en développement pour voir apparaître un changement important à leur niveau d'émissions d'ici 2020, de nouveau à la condition d'un financement qui assurerait l'accès à l'énergie pour tous. ECO s'attend à voir ce lien inscrit de manière évidente dans le texte de décision adopté à la CdP ici à Durban. Les négociateurs MRV (un indice!) pourraient également souhaiter s'inspirer de l'inventaire de l'OCDE sur les subventions aux combustibles fossiles et voir comment cette méthode pourrait être intégrée et améliorée dans les rapports de la CCNUCC.



Fossile du Jour

#1 – Canada

L'urgence est MAINTENANT.

L'action ? Peut-être... plus tard.

#2 – Etats-Unis

Et ses mille façons de négliger l'urgence

Et PAN ! On se réveille !

Alors que les Parties commencent à ressentir le manque de sommeil à la COP, elles auraient peut-être besoin de se faire réveiller par un "PAN" ! Mais ECO sait qu'elles ne s'endormiront quant il s'agira de prendre une décision sur les Plans d'Adaptation Nationaux (PANs). Durban doit accoucher d'une décision qui formalise ce processus et qui donne les principes et modalités pour que les PMA et pays en développement puissent bénéficier de ce processus, en identifiant clairement le rôle, la responsabilité et les fonctions que l'UNFCCC soutiendra et facilitera.

Le format spécifique des Plans et Stratégies d'Adaptation Nationales doit être décidé par chaque pays, y compris en ce qui concerne le choix de créer un plan d'action à part ou d'incorporer les besoins et actions en matière d'adaptation dans les plans existants de lutte contre le changement climatique ou de développement. Le processus global ne doit pas être prescriptif. Il doit autoriser une planification et une mise en oeuvre nationales, flexibles, itératives et guidées par les besoins du pays. Il est toutefois important de prendre en compte un certain nombre d'éléments dans le développement des principes pour que les PANs répondent aux besoins essentiels.

La décision sur les PANs doit comprendre une élaboration des principes inclus dans le paragraphe 12 de 1/CP.16 afin de soutenir une approche genre, répondant aux besoins du pays, participative et transparente, qui prenne en compte les groupes, communautés et écosystèmes vulnérables. Ces principes permettent d'assurer que l'élaboration et la

mise en oeuvre des PANs permettre d'aider les plus vulnérables, par exemples au travers d'une étude de vulnérabilité qui identifie et priorise les groupes, communautés et écosystèmes les plus vulnérables.

Le processus doit aussi inclure des consultations robustes et des approches participatives, afin d'identifier les besoins et préoccupations réels des communautés les plus vulnérables. Les PANs doit prendre en compte le genre, les écosystèmes et leurs services rendus et faciliter les synergies avec d'autres cadres multilatéraux.

En ce qui concerne les modalités, ECO estime que la décision sur les PANs doit souligner les liens entre les différents corps impliqués, en particulier le groupe d'experts des PMA, le Comité sur l'Adaptation et le Programme de travail de Nairobi, afin de permettre l'échange d'informations et de bonnes pratiques.

Les modalités doivent comprendre des opportunités pour renforcer les capacités à niveaux national, local, et de la société civile.

Il est important que ces modalités soient bien faites. Toutefois, ECO souhaiterait rappeler aux pays développés que les pays et communautés vulnérables ne peuvent pas s'adapter aux impacts des changements climatiques (qu'ils n'ont pas causés) sans soutien. Ils doivent pouvoir avoir confiance dans la volonté des pays développés de dégager des financements pour les PANs, via le Fonds pour les PMA (pour la planification et les projets dans les PMA), le Fonds pour l'Adaptation (pour les projets) et potentiellement le Fonds Vert.

L'Afrique doit faire sa part

On sait tous que le monsieur que je n'ai pas envie de nommer ici n'a jamais ratifié le protocole de Kyoto, on sait tous que c'est compliqué de lui faire entendre raison, car il refuse de se remettre en question. On sait que, pour l'Afrique, Kyoto est le seul instrument juridiquement contraignant au niveau international qui permettrait de lutter efficacement contre les changements climatiques, on sait qu'il pourrait encore être mis à mal par les récentes déclarations du Canada. ECO suppose donc que tout le monde sait que tout dans la vie est une question de causalité. Tout est lié pour ainsi dire. Sans protocole de Kyoto, pas d'accord mondial légalement contraignant et sans accord légalement contraignant, il sera impossible de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C.



RESEAU CLIMAT
DEVELOPPEMENT

Cela aurait, chers négociateurs, une incidence inacceptable sur la vie de nos peuples africains. Durban doit permettre de sauver le protocole de Kyoto et les Africains ne doivent pas accompagner ceux qui veulent sceller sa mort.

Une deuxième période d'engagement de 5 ans peut et doit être adoptée ici à Durban. Les décideurs Africains font déjà des efforts pour obtenir de bonnes avancées sur les questions en débat, mais les populations ne sont pas satisfaites. Alors Messieurs les négociateurs, il est de votre devoir de faire preuve d'ambition et de leadership pour nous éviter les pires impacts du dérèglement climatiques et les souffrances qui l'accompagnent.

Ange-David Baimey

Réseau Climat & Développement

MRV: Transparence opaque ou participation réelle ?

ECO est heureux que la plupart des Parties voient Durban comme le moment d'adopter les principes et modalités essentiels sur la question clé du MRV (Mesurable, Reportable, Verifiable). Mais nous sommes surpris que ne soit faite à peu près aucune mention de la participation des parties prenantes dans le texte du 18 Novembre. Rappelez-vous que la participation des parties prenantes n'est pas nouvelle pour l'UNFCCC et qu'elle doit faire partie des provisions pour IAR et ICA. Le texte doit comporter trois éléments clés. Les réunions sous le SBI doivent être ouvertes aux parties prenantes et autoriser leurs questions à la fin du meeting, ou, tout au moins, à l'écrit par avance.

Les parties prenantes doivent pouvoir envoyer des soumissions avant l'analyse technique et la discussion entre les Parties, doivent être compilées dans un rapport comme input additionnel. Les ONGs, les entreprises, les universités et les collectivités locales, entre autres, disposent d'informations utiles, qui permettraient notamment de prendre en compte plus d'efforts réalisés par le pays, de partager les expériences et d'identifier les opportunités complémentaires d'atténuation. Après la revue, les parties prenantes pourraient également aider le pays à se préparer au prochain rapport et à identifier le soutien nécessaire en matière de finances et de renforcement des capacités.

Enfin, tous les inputs et outputs du processus IAR et ICA devraient être rendus public : rapports des experts techniques, transcription des discussions entre les Parties et outputs du SBI. L'UNFCCC rend déjà publics les documents et soumissions des Parties et parties prenantes sur son site Internet. Alors suivons ce précédent ! Rappelez-vous : la transparence est l'un des objectifs des processus IAR et ICA sous la décision 1/CP.16 Par ailleurs, la Convention comme les Accords de Cancun comprennent un engagement à associer les parties prenantes. Enfin, 6 mois avant Rio +20, faut-il rappeler que la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement établit que la participation publique et l'accès à l'information sont essentiels en matière d'environnement ?

REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière de la Fondation Prince Albert II de Monaco et du ministère français de l'écologie (MEDDTL). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces deux partenaires. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglophone. ECO français est disponible sur : www.rac-f.org

**1986**

Le Canada soutient le peuple d'Afrique du Sud dans son combat contre l'Apartheid en imposant des sanctions.

December 2011

Maintenant il est temps pour le Canada de lutter contre le changement climatique qui frappera des millions de personnes au lieu de soutenir les compagnies pétrolières multinationales.

Message pour le Canada durant le sommet mondial sur le climat à Durban :

Canada, vous avez dans le passé été considéré comme leader sur des problèmes globaux comme les droits humains et la protection de l'environnement. Aujourd'hui, vous êtes la patrie des sables bitumineux, qui alimentent le changement climatique. Pour nous, en Afrique, le changement climatique est une question de vie ou de mort. En augmentant drastiquement les émissions de gaz à effet de serre du Canada, les forages et exploitations de sables bitumineux aggravent le problème et exposent des millions d'Africains à des sécheresses et des famines encore plus dévastatrices, aujourd'hui et les années à venir. Il est temps de fixer les bornes. Nous appelons le Canada à changer de direction et à soutenir l'action internationale pour lutter contre le changement climatique.

SIGNATAIRES

Archevêque Desmond Tutu
Lauréat du Prix Nobel de la Paix/ ancien Archevêque du Cap.

Jay Naidoo
Ministre de la Reconstruction et du Développement puis de la Communication au Cabinet du Président Mandela/
Président de l'Alliance Globale pour l'Amélioration de la Nutrition

Zwelizima Vavi
Secrétaire Général du Congrès des Syndicats Sud Africains

Kumi Naidoo
Directeur Exécutif de Greenpeace International

Bishop Geoff Davies
Director Exécutif de l'Institut Sud-Africain de l'Environnement des Communautés et de la Foi

Ruth Barivule Celestine
Forum Ogoni de la Solidarité, Afrique du Sud

Bobby Peek
GroundWork, Amis de la Terre Afrique du Sud/Prix Golden de l'Environnement pour l'Afrique

Dorah Lebelo

Anabela Lemos
Jal Justice Environnementale, Mozambique

Southern Cape Land Committee

Association Nationale des Environnementalistes Professionnels d'Ouganda

Amis de la terre Nigéria

Environmental Monitoring Group

Projet 90 pour 2030

Centre pour les Droits Environnementaux

Initiative Anglicane pour l'Environnement de Johannesburg

Supported by: Environmental Defence, Equiterre, Greenpeace Canada, Nobel Women's Initiative, and Sierra Club U.S.

DrawTheLineAtTarSands.com